

Dossier suivi par : XXXX
Tél. : XXXX
Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : XXXX
N° de recommandation : 2015-1162

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Monsieur,

Ce litige concerne la facturation des consommations d'électricité et de gaz naturel de Monsieur E.

Celui-ci était co-titulaire d'un contrat de fourniture d'électricité et d'un contrat de fourniture de gaz naturel d'août 2013 à mai 2014, date à laquelle son colocataire a demandé au fournisseur Y à ce que Monsieur E. devienne seul titulaire du contrat.

Monsieur E. conteste donc le bien-fondé du solde de 569,79 euros TTC restant à sa charge au motif qu'il n'a pas été informé par le fournisseur Y de la modification précitée.

Vous faites valoir, qu'au même titre que pour la mise en service du contrat, la signature du repreneur du contrat devrait être requise dès lors que des éléments essentiels du contrat viennent à être modifiés.

J'ai analysé votre dossier ainsi que les observations que le fournisseur Y m'a adressées (jointes en annexe).

Le fournisseur Y indique que le contrat a été établi aux noms de Monsieur E. et de son colocataire. Un mode de facturation annuel a été mis en place pour lequel seules les coordonnées bancaires du colocataire de Monsieur E. ont été enregistrées.

Le 28 avril 2014, la mère du co-titulaire du contrat de Monsieur E. a contacté le fournisseur Y afin de demander « *le passage du contrat au nom de Monsieur E.* ».

Le 19 mai suivant, les coordonnées bancaires du co-titulaire du contrat ont été supprimées et le 10 juin 2014, Monsieur E. est devenu seul titulaire du contrat.

Monsieur E. fait valoir qu'il n'a été informé de cette modification du contrat qu'à la réception de la facture de résiliation du 23 mai 2014. Il ajoute que l'état des lieux de sortie daté du 30 juin 2014 comporte la signature des mères de Monsieur E. et de son colocataire.

Je vous confirme, comme l'indique le fournisseur Y dans son courrier du 15 octobre 2014, que les co-titulaires au contrat de fourniture sont solidaires des dettes. Cette disposition est prévue par les conditions générales de vente¹ des contrats de fourniture d'électricité et de gaz que vous avez souscrits. Elle implique que le fournisseur puisse se retourner vers un quelconque des co-contractants pour obtenir le paiement des factures. Il appartient donc à Monsieur E. de se retourner contre son co-titulaire s'il entend obtenir le règlement de sa part des consommations de gaz et d'électricité. A cet égard, il aurait été utile de recueillir un auto-relevé au départ du colocataire, ce qui aurait permis de départager précisément les consommations enregistrées avant et après son départ.

¹ Article 8 des Conditions générales de vente du fournisseur Y :

https://particuliers.fournisseur Y.com/fichiers/fckeditor/Particuliers/Offres/CGV_CRE/CGV_PART_TB.pdf

En tout état de cause, je ne suis pas en mesure de remettre en cause le recours en paiement exercé à l'encontre de M. E. par le fournisseur Y.

En revanche, dans la mesure où l'identité des parties constitue une clause essentielle du contrat, j'estime que le fournisseur devrait informer les co-titulaires du contrat lorsque celle-ci vient à être modifiée.

Un courrier à Monsieur E. afin de l'avertir qu'il devenait seul titulaire du contrat aurait sans doute permis d'éviter ce litige. L'absence de diligence en ce sens justifierait qu'un dédommagement soit accordé à Monsieur E.

Je recommande donc au fournisseur Y de lui accorder un dédommagement de 50 euros TTC.

Enfin, dans un but de prévention des litiges je recommande au fournisseur Y d'informer les co-titulaires au contrat de fourniture en cas de modification de l'identité des contractants afin de s'assurer de la poursuite du contrat en cours.

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si Monsieur E. est en désaccord avec son contenu, ou si son fournisseur refuse de la mettre en œuvre, il peut demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui l'oppose à son fournisseur et/ou au distributeur (voir fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le fournisseur Y m'informera dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie
Jean Gaubert

